



CHAPITRE 113

CHAPTER 113

Loi concernant Les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, de la ville de Naudville, de la municipalité de la paroisse d'Alma, dans le comté du Lac Saint-Jean

An Act respecting The school commissioners for the school municipality of the town of Alma, of the town of Naudville, of the municipality of the parish of Alma, in the county of Lake St. John

[Sanctionnée le 12 décembre 1957]

[Assented to, the 12th of December, 1957]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, corporation avec siège social en la ville d'Alma, et Les commissaires d'écoles de la ville de Naudville, corporation avec siège social en la ville de Naudville, et Les commissaires d'écoles de La commission scolaire de la municipalité de la paroisse d'Alma, avec siège social en la ville d'Alma, tous trois dans le comté du Lac Saint-Jean, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leur budget et qu'il est devenu nécessaire et dans l'intérêt public d'augmenter leurs revenus;

Attendu que Les commissaires d'écoles de La commission scolaire de la ville d'Alma sont d'avis qu'il y aurait lieu de leur accorder une indemnité pour frais de déplacement, de représentation et autres dépenses, vu le temps et le travail maintenant requis d'eux à la suite du développement considérable de leur commission scolaire respective;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à leur demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

WHEREAS The school commissioners ^{Preamble.} for the school municipality of the town of Alma, a corporation with corporate seat in the town of Alma, and The school commissioners for the town of Naudville, a corporation with corporate seat in the town of Naudville, and The school commissioners of The school board for the municipality of the parish of Alma, with corporate seat in the town of Alma, all three in the county of Lake St. John, have, by their petition, represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of their budget and it has become necessary and in the public interest to increase their revenues;

Whereas The school commissioners of The school board of the town of Alma are of opinion that it would be expedient to grant them a compensation for travelling, entertainment and other expenses on account of the time and work now required of them as a consequence of the considerable expansion of their respective school boards;

Whereas it is expedient to grant their prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Frais de représentation, etc.

1. Les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, dans le comté du Lac Saint-Jean, sont autorisés à voter et payer annuellement comme compensation pour frais de déplacement, de représentation et autres dépenses, une somme n'excédant pas six cents dollars au président et quatre cents dollars à chacun des commissaires, et ce, à compter du premier janvier 1958.

Taxe d'éducation autorisée.

2. Les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la ville d'Alma, et de la ville de Naudville, et de la paroisse d'Alma, dans le comté du Lac Saint-Jean, peuvent, par résolution, imposer et prélever, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent (1%), dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisé pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone, vendus ou achetés, dans les limites actuelles de la ville d'Alma, de la paroisse d'Alma et de la ville de Naudville, ou dans tout autre territoire qui pourrait être annexé par lesdits commissaires.

Perception.

3. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88, des Statuts refondus de 1941, et ses amendements, *mutatis mutandis*.

Conventions.

4. Les commissaires d'écoles ci-dessus désignés et décrits sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Stipulation.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la

1. The school commissioners of the school municipality of the town of Alma, in the county of Lake St. John, are authorized to vote and pay annually, by way of compensation for travelling, entertainment and other expenses, a sum not exceeding six hundred dollars to the chairman and four hundred dollars to each of the commissioners, from and after the first of January, 1958.

Entertainment expenses, etc.

2. The school commissioners for the school municipality of the town of Alma, and of the town of Naudville, and of the parish of Alma, in the county of Lake St. John, may, by resolution, impose and levy, in addition to any other tax, a special tax of one per cent (1%), called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold or purchased within the present limits of the town of Alma, of the parish of Alma and of the town of Naudville, or in any other territory which may be annexed by the said commissioners.

Education tax authorized.

3. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same way, upon the same conditions and with the same exemptions and sanctions as the tax collected under sections 4 and 5 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941, and its amendments, *mutatis mutandis*.

Collection.

4. The school commissioners above designated and described are authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agreements.

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act

Stipulation.

	vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).	(Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).	
Droits trans- portés.	Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.	Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act.	Rights trans- ferred.
Disposi- tions ap- plicables.	5. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, <i>mutatis mutandis</i> .	5. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, <i>mutatis mutandis</i> .	Provisions to apply.
Partage.	6. Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé entre Les commissaires d'écoles pour la ville d'Alma, la paroisse d'Alma et la ville de Naudville, dans le comté du Lac Saint-Jean, en proportion du nombre d'élèves fréquentant les écoles dans le territoire sous la juridiction des pétitionnaires le 30 septembre de chaque année scolaire.	6. The annual revenue derived from the said tax shall be shared between The school commissioners for the town of Alma, the parish of Alma and the town of Naudville, in the county of Lake St. John, proportionately to the number of children attending the schools in the territory under the jurisdiction of the petitioners on the 30th of September of each school year.	Partition.
Surinten- dant.	A défaut d'entente entre les parties pour établir cette proportion, la décision du surintendant de l'instruction publique à ce sujet est définitive.	In the absence of any agreement between the parties to establish such proportion, the decision of the Superintendent of Education in this matter shall be final.	Super- intendent.
Prescrip- tion.	7. Le droit de percevoir la présente taxe sera prescrit par cinq ans, à compter de son exigibilité.	7. The right to collect this tax shall be prescribed by five years from and after the date when it is exigible.	Prescrip- tion.
Entrée en vigueur.	8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.	8. This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.